- L'heure du bilan de santé s'impose : la DGCCRF a 40 ans -

-

En ce mois de novembre 2025, la DGCCRF a fêté ses 40 ans d'existence.
Les missions historiques de la DGCCRF sont constituées par la protection économique des consommateurs, la lutte contre les fraudes économiques, pécuniaires.
Dans les années 90 et jusque dans le début des années 2000, l'économie se mondialise, la mondialisation est la principale caractéristique et le changement économique majeur de cette époque. Ce changement économique a été permis par les échanges de flux commerciaux entre continents, grâce au développement des biens électroniques, dont l'Asie devient le principal producteur, Japon, Taïwan et Chine.
La suite du nouveau millénaire est caractérisée économiquement par l'arrivée et le développement des NTIC, Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication, dont l'internet. La tendance mondialiste se développe et se renforce. La deuxième décennie du XXIe siècle est marquée par l'intelligence artificielle, le développement des réseaux sociaux, le mode économique de l'influence commerciale… le tout permis par une financiarisation de l'économie hors du concept de frontières nationales.
Ces nouveaux acteurs économiques imposent aux services d'État, devant réguler l'économie, des compétences et une technicité nouvelles et adaptatives. Plus l'économie se complexifie et se technologise, plus l'exigence en capacités techniques des agents de contrôle devient forte, l'agent d'État doit s'adapter, se former afin d'avoir les capacités intellectuelles de maîtriser ces nouvelles technologies et ses potentielles dérives.
Pour cela, la fonction publique doit être attractive et susciter l'intérêt des individus les plus compétents dans leur domaine de formation. Cette attractivité passe par une image positive et une forte notoriété de la fonction publique, par des salaires élevés et au moins comparables à ce que propose le secteur privé. La fonction publique se doit de recruter une part suffisante des meilleurs profils afin de rivaliser avec le secteur privé, car, l'économiste classique Adam Smith théorisait le concept de la main invisible régulant le marché, mais bien souvent, cette main invisible est prise la main dans le sac, et des sanctions et des peines doivent être prononcées afin d'éduquer le secteur privé à suivre les règles protégeant la libre concurrence, le consommateur, lui aussi privé *(lol)*, et la corruption tentatrice de ses dirigeants de s'enrichir illégalement, soit tout opportunisme malveillant !
Ainsi, la fonction publique se doit de protéger, les consommateurs, et l'économie de ses dérives et même parfois d'elle-même ! Pour cela, si la compétence peut se traduire par le capital humain d'un individu (Gary Becker), la fonction publique doit être assez attractive pour que les individus, possédant le plus gros capital, rejoignent les administrations d'État, afin que l'État soit en mesure de rivaliser avec les mauvaises pratiques du secteur privé et de traquer les fraudes.
Afin d'illustrer cette nécessité d'attirer les meilleurs profils, nous pouvons citer l'exemple des banques d'affaires qui spéculent sur les marchés boursiers, passant des ordres en bourse selon un algorithme ou un modèle mathématique définissant dans quel titre financier ils vont investir ; ces modèles sont puissants et complexes, réalisés par les meilleurs mathématiciens au monde. L'administration publique américaine, en mal de compétences, faute de proposer des salaires comparables au secteur privé, aux potentiels candidats, a besoin de plusieurs semaines pour décrypter un seul ordre de bourse afin de déterminer si cet ordre émane d'un

modèle mathématique légal (exemple : non-basé sur l'algorithme d'un concurrent). Dans cet exemple, on peut constater que l'État ne peut pas assurer sa mission régalienne de surveillance du secteur financier privé, faute d'être représenté par des agents compétents, disposant de moyens technologiques suffisants, et de fait laissant place à une finance décomplexée, dont les victimes seront les investisseurs honnêtes, spoliés par les banques d'affaires les plus puissantes.
Même les missions régaliennes traditionnelles sont éprouvées, en tension, et nécessitent des moyens humains et logistiques suffisant. À titre d'exemple, les plateformes Shein et Temu proposaient à la vente des poupées sexuelles à caractère pédophile, pratique illégale. Ainsi en plus des nouvelles exigences induit par les NTIC et les nouvelles technologies (en finances), les missions de surveillance classiques doivent être aussi assurées et les moyens humains et logistiques afférents diligentés.
Quels signaux envoient les services publics quand ses politiques prônent la baisse des effectifs des fonctionnaires et le gel des salaires par le blocage du point d'indice ?
Le journal Alternatives Economiques titrait : *« Peut-on encore faire des économies sur le dos des fonctionnaires ? »* et écrivait : *« La réduction de la masse salariale de la fonction publique est de nouveau dans le viseur du gouvernement. Il n'y a pourtant pas d'économies substantielles à attendre de ce côté-là, sauf à continuer de miner son attractivité. »*
En effet, mépriser de manière récurrente la fonction publique et ses agents est un signal néfaste quant au chemin que doit emprunter l'administration d'État, ce signal fait naître un rejet populaire et invite au mépris de la fonction publique les citoyens français, ce type de discours ou de décision sape la notoriété de la fonction publique, difficilement construite par ses agents, et comme le dit Alternatives Economiques dans son article, ce mépris nuit à l'attractivité de la fonction publique.
Par ce genre de politique, être fonctionnaire signifie, les meilleurs jours, le service du bien commun, mais le sacrifice d'un salaire du secteur privé, et les jours les plus sombres, lors de discours démagogues et opportunismes, émanant d'hommes politiques, le fonctionnaire est perçu comme un sous-salarié inutile et éjectable car ces missions seraient optionnelles voire facultatives à l'économie. Ce type de discours est nihiliste, car il oublie que la civilisation s'est construite sur la protection de la liberté du faible, l'intellectualité remplaçant la barbarie, la force officielle, au cours de l'histoire, nous protégeant contre les pillages, et en 2025, la force officielle nous protège contre la fraude, sans oublier, les services de la santé, de l'éducation… et la redistribution des richesses dont le service public en est l'émanation.

Comme on l'a vu la croissance des capitaux rime avec développement économique. L'État encadre l'économie ; et afin de garantir une croissance économique pérenne, le secteur privé (au sens large) a aussi ses organes de régulation : les agences de notation, à l'instar de Standard and Poor's. Le gouvernement, sur les recommandations de ces agences, doit justifier un équilibre de ses comptes publics. Peut-on justifier le déficit actuel par un nombre trop important de fonctionnaire, dont la solution serait la baisse du nombre d'agents d'État. Une partie des économistes et analystes n'approuvent plus cette politique d'État, en indiquant que la mauvaise santé des comptes publics ne s'explique pas par le nombre de fonctionnaires, mais, tout au contraire, par une gestion calamiteuse des fonds publics, car malgré la baisse du nombre de fonctionnaires, les déficits continuent de se creuser, et encore plus rapidement qu'avec un nombre de fonctionnaires plus important. Et, parallèlement, la qualité des services publics se détériorent, les hôpitaux ferment, ainsi que des guichets de bureau de Poste ou des services fiscaux… Le journal l'Humanité titrait *« « Trop de*

fonctionnaires » : pourquoi le projet de sabrer dans les effectifs de la fonction publique va coûter cher à l'État. »

On a vu que l'économie se développe, se démultiplie et se spécialise sur plusieurs segments et que ce phénomène impose une hausse des effectifs des institutions régaliennes, car plus de croissance nécessite un accompagnement de l'État en adéquation, et une technicité multipolaire de la fonction publique (afin que la main invisible ne soit pas prise trop souvent la main dans le sac, *lol*).
Cette réalité des faits, décrite ci-dessus, impose une forte exigence à anticiper, car nous vivons une guerre économique mondiale, l'État se doit ainsi d'être offensif et armé.
Une armée : ses fonctionnaires, la sécurité de son territoire : une maîtrise de l'environnement économique par une économie en croissance, mais saine, les financements : l'impôt et « la planche à billets » comme garantie, une haute technicité : développer et maîtriser les nouveaux enjeux, comme la mondialisation, la financiarisation de l'économie, la technologie comme l'IA, les mutations mondiales et les changements culturels, l'influence commerciale, les réseaux sociaux, la pensée post-moderne, les modes de consommation (Shein… soit la puissance chinoise), le tout, en contrant les ingérences des États ennemis et même voir, des États alliés.
En conclusion, l'enjeu est double, un monde en mutation et un monde en guerre, définissant le nouveau fonctionnement de notre civilisation mondiale.
Une administration publique comme la DGCCRF a déjà 40 ans et elle se doit donc de garder du panache et un dynamisme de « jeune homme » afin d'être adaptée à un monde en renaissance perpétuelle, mais la DGCCRF, tout comme le citoyen français peuvent être rassurés ! Car comme le dit le penseur indien Jiddu Krishnamurti dans le journal Ouest France : « Ce n'est pas un signe de bonne santé mentale d'être bien adapté à une société malade. »
(Source voir sur https://citations.ouest-france.fr/citation-jiddu-krishnamurti/signe-bonne-sante-mentale-etre-101956.html).

GP